Termes de références : Mission d'accompagnement méthodologique et technique d'un dispositif interacteurs d'observation collaborative des réalités territoriales liéesaux violences faites aux femmes et aux filles

Région Souss-Massa

DABA MOMKIN - Uni.e.s pour une Nouvelle ère d'Inclusivité et d'Egalité Sociale

Date de lancement : [26/11/2026] – Date limite de réception : [10/12/2026]

Objet de ces termes de référence

Les présents termes de référence définissent le contexte, les objectifs, les livrables attendus et les modalités de réalisation d'une mission d'accompagnement méthodologique et technique du dispositif territorial d'observation collaborative des violences faites aux femmes et aux filles dans la région de Souss-Massa.

1. Présentation

Contexte du projet DABA MOMKIN

L'égalité entre les femmes et les hommes est un enjeu majeur pour le développement de la société marocaine. Cependant, les stéréotypes persistants perpétuent les inégalités économiques et sociales, limitant ainsi l'épanouissement des femmes et des jeunes filles. Ces inégalités sont également des facteurs déterminants des violences faites aux femmes et aux jeunes filles, entravant leur autonomie et leur contribution au développement du pays.

Selon l'enquête nationale du Haut-Commissariat au Plan de 2019, plus de 8 femmes sur 10 ont subi au moins un acte de violence au cours de leur vie ; le contexte conjugal est le premier lieu de violence (46,1 %) et les jeunes femmes de 15 à 24 ans sont les plus exposées. En 2021, le Ministère public a traité 7 923 affaires de violences, dont 49,9 % de violences conjugales. Malgré l'adoption de la loi 103-13, les femmes méconnaissent souvent le circuit de prise en charge et la coordination entre les services reste un défi majeur (IRES, 2024).

Le projet "*DABA MOMKIN – Uni.e.s pour une Nouvelle ère d'Inclusivité et d'Égalité Sociale",* porté par Migrations & Développement (M&D) et Droits & Justice (D&J), co-financé principalement par l'Union européenne avec une complémentarité de l'Agence Catalane pour la Coopération au Développement, vise à renforcer le dialogue et la coordination entre les acteurs institutionnels et de la société civile pour améliorer l'applicabilité des lois en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Il contribue à renforcer le rôle des organisations de la société civile locales en tant qu'actrices de cette égalité au Maroc. Plus spécifiquement, il vise à :

1. **Renforcer le dialogue et la collaboration multi-acteurs**, afin de favoriser la ratification, l'application et le suivi effectif des législations en faveur de l'égalité.
2. **Soutenir l'engagement des acteurs locaux**, notamment les OSC, dans la promotion des droits des femmes et la prise en charge des femmes victimes de violences basées sur le genre.

Son approche est basée sur l'influence, le renforcement de capacités et le partenariat. Les porteurs de projet privilégient la valorisation des pratiques des acteurs et l'appui sur la base de connaissance et de l'expérience sur terrain notamment dans les 4 régions cibles à savoir Casablanca-Settat, Marrakech-Safi, Beni Mellal-Khenifra et Souss Massa.

Consortium porteur du projet

Les deux organisations suivantes forment le consortium dudit projet, dont Migrations & Développement est chef de file :

Migrations & Développement : ONG franco-marocaine créée en 1986 par des migrants marocains originaires de l'Atlas et de l'Anti-Atlas ainsi que des ingénieurs français pour appuyer les acteurs locaux dans leurs efforts de développement local. Forte de son ancrage territorial, l'organisation a élargi son champ d'action, tant à l'échelle territorial que national, M&D développe une approche intégrée et inclusive du développement durable, en accompagnant des dynamiques collectives porteuses de changement. Elle soutient des initiatives citoyennes renforçant le pouvoir d'agir des jeunes, appuie les femmes et les jeunes porteurs et porteuses de projets dans le domaine de l'économie verte et solidaire, et promeut l'égalité femmes-hommes comme levier central de transformation sociale.

L'organisation accompagne les Collectivités Territoriales dans l'élaboration et la mise en œuvre d'Agendas de l'Égalité, renforce les capacités des élu·e·s en matière de gouvernance locale sensible au genre et soutient les dynamiques associatives engagées pour les droits des femmes. Elle œuvre également pour la défense des droits des personnes migrantes, en favorisant leur inclusion sociale, économique et culturelle.

Droits & Justice : Créée en 2009 par des juristes, Droits & Justice est une association apolitique et indépendante. Elle est née de la conviction que l'accès à la justice pour toutes et tous est une condition essentielle pour un environnement plus juste, équitable et respectueux de la dignité humaine.
L'association œuvre pour la promotion de l'État de droit et l'amélioration du système judiciaire au Maroc. Son engagement se traduit par plusieurs actions :

- Diffuser et vulgariser l'information juridique pour la rendre accessible à tou.te.s.
- Offrir un accompagnement juridique aux populations vulnérables, fragilisées et/ou victimes de violations de leurs droits.
- Renforcer les capacités des magistrat.e.s et des professionnel.le.s du droit
- Plaidoyer pour la réforme des lois et codes discriminatoires afin d'instaurer un cadre juridique plus juste et inclusif.

2. Prestation demandée

Contexte général la mission

L'activité *"Animation d'un dispositif interacteurs d'observation collaborative au service de l'application effective des mécanismes de protection"* s'inscrit dans l'Effet 1 du projet DABA MOMKIN, qui vise à renforcer le dialogue et la collaboration entre les actrices et acteurs institutionnel.le.s et associatifs.ves en faveur de l'application effective des législations relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Elle vise plus particulièrement à accompagner la mise en place progressive d'un dispositif territorial d'observation collaborative des violences faites aux femmes et aux filles, fondé sur les réalités rencontrées dans les parcours de prise en charge.

À travers la documentation des expériences de terrain, le partage des pratiques et la mise en dialogue des actrices et acteurs concerné.e.s, ce dispositif a vocation à faire émerger des constats et des enseignements communs, à soutenir l'amélioration de la coordination territoriale et à préfigurer progressivement une fonction d'observation territoriale.

Il ne s'agit pas, à ce stade, de créer un observatoire institutionnel formel, mais de construire progressivement les bases d'une dynamique collective d'observation, de réflexion et de capitalisation, en complémentarité avec les mécanismes et initiatives existants.

Contexte spécifique de la mission

Dans le cadre de cette activité, la région de Souss-Massa constitue le territoire pilote pour l'analyse approfondie des expériences de prise en charge. Deux associations partenaires, le Centre d'écoute de l'association Nissae Souss pour l'Enfant et la Femme (ANSEF) à Taroudant et le centre d'écoute de l'association El Wafae pour Femmes et Développement (AWFD) à Inzegane, expérimenteront un outil numérique sécurisé destiné à faciliter la documentation qualitative et anonymisée des situations accompagnées, des difficultés rencontrées, des réponses apportées et des pratiques mobilisées.

À l'issue de cette expérimentation, les deux associations produiront des rapports et des éléments de documentation sur leurs expériences. La présente mission porte notamment sur l'analyse de ces documents. Cette analyse devra être mise en relation avec les travaux conduits par D&J sur les mécanismes de coordination et les parcours de prise en charge, notamment les enseignements issus de cinq tables rondes organisées à Casablanca et à Agadir (Trois organisées à Casablanca et deux à Agadir), ainsi que les analyses relatives aux protocoles de prise en charge et aux besoins de renforcement des capacités des professionnel.le.s concerné.e.s.

Les enseignements issus de ces différentes sources devront nourrir trois sessions techniques territoriales de formation et d'échange destinées aux points focaux des services intervenant dans la prise en charge des femmes et des filles survivantes de violences. La mission comprend également la préparation et l'animation d'un atelier interterritorial permettant de partager et de mettre en regard les expériences, puis l'élaboration d'un bulletin d'observation territoriale qui

rassemble les principaux constats et enseignements. Les membres de la CRFVV et des commissions locales concernées seront invités à l'atelier interterritorial, et le bulletin leur sera restitué.

Cette intervention vient en complémentarité des autres activités du projet : Les travaux de D&J sur l'analyse des mécanismes de coordination et l'accompagnement de leur application territoriale, ainsi que l'accompagnement assuré par l'AVFM auprès des centres d'écoute pour renforcer leurs capacités et leurs pratiques. L'équipe de consultance devra s'appuyer sur ces travaux, sans les reprendre ni se substituer aux missions des partenaires.

Objectif général de la mission

La mission a pour objectif d'analyser les rapports et les éléments de documentation produits par les deux associations pilotes après l'expérimentation de l'outil, de croiser ces résultats avec les travaux de D&J, d'animer trois sessions techniques territoriales et un atelier interterritorial, puis d'élaborer un bulletin d'observation territoriale.

Méthodologie proposée pour la mission

L'équipe de consultance proposera une méthodologie adaptée aux objectifs de la mission et au calendrier du projet. La proposition devra présenter les outils d'analyse, les modalités de travail avec M&D et les partenaires, ainsi que les méthodes envisagées pour préparer et animer les temps d'échange. Les orientations ci-dessous précisent les principaux résultats attendus sans imposer une démarche détaillée.

À titre indicatif, la démarche devra permettre de :

- Prendre connaissance des documents utiles à la mission, notamment les rapports des deux associations pilotes, les travaux de D&J et les documents de référence du projet, afin de comprendre le contenu et les limites des informations disponibles.
- Analyser les rapports des deux associations et croiser les constats qui en ressortent avec les enseignements des tables rondes de D&J et les autres travaux pertinents sur les mécanismes de coordination, les parcours et les protocoles de prise en charge. L'analyse portera notamment sur les orientations réalisées entre services, les délais et les ruptures de parcours, les obstacles institutionnels, les pratiques prometteuses et les écarts entre les protocoles prévus et leur application.
- Proposer une démarche de préparation et d'animation des trois sessions techniques territoriales destinées aux points focaux de la chaîne de prise en charge, en veillant à ce que les échanges s'appuient sur les constats de terrain et répondent aux besoins des participant.e.s.
- Proposer le format et les modalités d'animation de l'atelier interterritorial, afin de favoriser le partage et la mise en perspective des expériences et de faire émerger des enseignements communs.
- Définir une approche de rédaction du bulletin d'observation territoriale permettant de présenter clairement les constats issus des rapports des OSC, des travaux de D&J, des sessions techniques et de l'atelier.

L'équipe de consultance disposera d'une marge de proposition sur les outils, les techniques d'analyse, les formats d'animation et l'organisation du travail. Elle devra assurer la cohérence

entre les différentes étapes, associer M&D aux choix méthodologiques importants et respecter les principes de confidentialité et d'anonymisation des situations documentées. La méthodologie proposée sera examinée dans le cadre de l'évaluation des offres

Livrables attendus

Les livrables seront remis en arabe, en format modifiable (Word et PowerPoint) ainsi qu'en PDF :

- Une note méthodologique présentant la démarche proposée, les outils d'analyse et d'animation, les modalités de coordination, les règles de confidentialité et le calendrier détaillé.
- Analyse croisée des rapports et des éléments de documentation qualitative produits par les deux OSC pilotes, mettant en perspective les informations recueillies avec les travaux menés par D&J.
- Les programmes, supports et synthèses des trois sessions techniques territoriales.
- Les documents de préparation et la synthèse de l'atelier interterritorial.
- Une première version, puis une version finale du bulletin d'observation territoriale, d'un volume indicatif de 8 à 12 pages. Cette première édition présentera les principaux constats sur les parcours, des encadrés de cas anonymisés, des pistes institutionnelles et des pistes de plaidoyer pour les OSC, ainsi qu'une proposition de format et d'indicateurs pour les numéros suivants.
- Un rapport final présentant le travail réalisé, les résultats obtenus, les difficultés éventuelles et les recommandations pour la suite.

Modalités de restitution et de validation de la mission

Les livrables seront partagés avec M&D au fur et à mesure de l'avancement de la mission. Des réunions de suivi permettront de discuter des résultats, de recueillir les remarques et de valider les documents aux étapes importantes.

Après chaque session technique et après l'atelier interterritorial, l'équipe remettra à M&D une synthèse des échanges. Le bulletin sera d'abord transmis en version provisoire pour commentaires, puis finalisé. Toutes les situations présentées devront être anonymisées : Aucun nom ni détail permettant de reconnaître une personne accompagnée ne devra apparaître. Les informations utilisées devront être anonymes et limitées à ce qui est nécessaire pour comprendre les parcours, les difficultés rencontrées et la coordination entre les services.

L'équipe de consultance respectera la loi 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, ainsi que les recommandations éthiques de l'OMS pour la documentation des violences faites aux femmes. Elle n'aura accès qu'à des informations déjà anonymisées par les centres, signera un engagement de confidentialité et restituera ou détruira toute donnée en fin de mission.

3. Cadrage de la mission

Calendrier indicatif de la mission

L'équipe de consultance proposera dans son offre un calendrier réaliste couvrant les différentes étapes de la mission. Le calendrier définitif, notamment les dates des trois sessions techniques et de l'atelier interterritorial, sera établi avec M&D.

Profil demandé pour la mission

La mission sera confiée à un.e consultant.e indépendant.e ou à une équipe de consultance disposant de compétences complémentaires. Les profils mobilisés devront justifier des qualifications et expériences suivantes :

- Formation supérieure (Master ou équivalent) en sciences sociales, sociologie, droit, études de genre, politiques publiques, recherche ou dans un domaine pertinent au regard de la mission.
- Expérience professionnelle confirmée dans le domaine des droits des femmes, de l'égalité femmes-hommes et de la prévention et de l'élimination des violences basées sur le genre, idéalement dans le contexte marocain.
- Maîtrise du cadre juridique et institutionnel marocain, en particulier la loi 103.13, le Protocole territorial, et les dispositifs de prise en charge des femmes et des filles survivantes des violences.
- Expérience avérée en recherche qualitative, analyse de données qualitatives, documentation d'expériences de terrain et capitalisation de pratiques.
- Bonne connaissance des dispositifs et parcours de prise en charge des femmes et des filles survivantes, ainsi que des rôles des actrices et acteurs institutionnel.le.s et associatifs.ves concerné.e.s.
- Expérience dans la préparation et l'animation de formations, de sessions techniques et d'espaces de dialogue multi-acteurs-actrices, avec une capacité à favoriser la participation et la mise en commun des expériences.
- Excellentes capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction de documents analytiques accessibles et structurés.
- Sensibilité avérée aux enjeux éthiques liés à la documentation des violences, notamment en matière de confidentialité, d'anonymisation et de protection des données sensibles.

4. Soumission et évaluation des offres mission

Les candidat.e.s sollicité.e.s sont invité.e.s à transmettre une offre comprenant les éléments suivants :

- Une note méthodologique présentant la compréhension des objectifs et des enjeux de la mission, la démarche méthodologique proposée, les modalités d'analyse et d'animation envisagées ainsi que les dispositions prévues pour garantir la confidentialité et l'anonymisation des informations.
- Un plan de travail et un chronogramme prévisionnel couvrant la période de décembre 2026 à juin 2027, en cohérence avec les étapes et les livrables attendus.

- Le ou les CV des consultant.e.s mobilisé.e.s, précisant les qualifications, expériences et compétences en lien avec la mission, ainsi que la répartition des rôles au sein de l'équipe, le cas échéant.
- Une offre financière détaillée, exprimée en dirhams marocains, précisant les honoraires, le nombre de jours par profil et les éventuels frais liés aux déplacements et à l'organisation des activités.

5. Critères d'évaluation des offres

Les offres reçues seront examinées par M&D au regard des critères suivants :

- Compréhension de la mission, de ses objectifs, de son contexte et de son articulation avec les travaux de D&J et l'accompagnement assuré par l'AVFM.
- Pertinence et faisabilité de la méthodologie proposée, notamment pour l'analyse qualitative, l'animation des trois sessions techniques et la facilitation de l'atelier interterritorial.
- Adéquation des qualifications, de l'expérience et des compétences des consultant.e.s avec le profil recherché et les thématiques de la mission.
- Qualité et réalisme du plan de travail et du chronogramme proposés.
- Adéquation de l'offre financière avec le contenu de la mission, les moyens à mobiliser et les livrables attendus.

M&D pourra, si nécessaire, demander des précisions sur les éléments de l'offre avant de finaliser son appréciation. La sélection sera effectuée sur la base de l'analyse comparative des offres reçues et de leur adéquation avec les besoins de la mission.

Modalités de dépôt des candidatures

Le dossier complet de candidature devra être envoyé par mail uniquement à l'adresse suivante : **prestation@migdev.org**

Remarques importantes :

→ Les consultant.e.s retenu.e.s devront respecter les principes de confidentialité, d'anonymisation et de protection des données sensibles précisés dans les présents termes de référence.

→ Les livrables et supports produits dans le cadre de la mission seront remis à M&D selon les modalités convenues au démarrage.

→ L'ensemble des données recueillies dans le cadre de la mission sera traité de manière confidentielle, conformément aux principes éthiques et aux bonnes pratiques en matière de protection des données sensibles.